



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

DOM : Guadeloupe

Question au Gouvernement n° 176

Texte de la question

GUADELOUPE

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour le groupe socialiste.

M. Victorin Lurel. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La Guadeloupe, encore la Guadeloupe ! Des propos injurieux ont très récemment été tenus contre la Guadeloupe. Le pays de Guadeloupe n'est pas tel que M. Péligon l'a dépeint dans son courrier à ses amis de l'Elysée. Mon île n'est pas celle que dépeignent *L'Express* et, plus généralement, la presse nationale, dans une vision entretenue par d'aucuns, flattée complaisamment par d'autres, et bénéficiant à mon sens d'une trop grande connivence au sein du Gouvernement, par omission ou par inertie.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Très bien !

M. Victorin Lurel. Tout mouvement social, dans un pays qui a la dimension de mon île, est forcément amplifié et entraîne naturellement une embolisation partielle de l'économie et des activités. La Guadeloupe n'a pas le monopole de ces situations. Cela méritait-il un tel ramdam médiatique ? La Guadeloupe, en pleine turbulence économique et sociale, n'avait pas besoin de ce regard condescendant, misérabiliste et stigmatisant que certains propos ministériels peu soupesés, non mesurés, ont manifestement encouragé.

M. Pierre Lellouche. C'est elle qui l'a cherché !

M. Victorin Lurel. Je me fais là l'interprète de milliers de compatriotes qui ont vécu douloureusement les crachats qu'on leur a si abondamment servis et dont le seul tort, aux yeux du groupe Accor, est d'avoir les mêmes droits sociaux qu'en métropole. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

La Guadeloupe en crise a besoin de compréhension, d'accompagnement et de soutien, non de la volée de bois vert qui lui est si généreusement infligée.

M. Pierre Lellouche. Démago !

M. Victorin Lurel. Monsieur le Premier ministre, face à la situation générale en Guadeloupe, face à la crise du tourisme, du transport aérien, du transport terrestre, du transport maritime, face à la crise prononcée de la banane et de la canne, face - j'y insiste - à la cessation de paiements de l'université Antilles-Guyane, qui ne peut pas payer ses fonctionnaires,...

M. Georges Tron. La question !

M. Victorin Lurel ... face à l'urgence et à l'absence de la dynamique créée par la loi d'orientation pour l'outre-mer, que vous avez cassée par un budget de l'outre-mer en régression, dites-nous, s'il vous plaît, ce que vous comptez faire pour sortir du virtuel et du logomachique, pour prendre des mesures immédiates, très loin de la promesse d'une lointaine et chimérique loi de programmation pour quinze ans.

M. le président. Monsieur Lurel, veuillez poser votre question.

M. Victorin Lurel. La Guadeloupe, blessée, attend des actes. Etonnez-nous. L'Etat est absent de mon département depuis six mois. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Philippe Briand. C'est scandaleux ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'outre-mer.

Mme Brigitte Girardin, ministre de l'outre-mer. Là où je suis d'accord avec vous, monsieur Lurel, c'est pour dénoncer - comme je n'ai cessé de le faire ces derniers jours - le décalage que nous observons entre des événements qui se passent en Guadeloupe, qui ne sont hélas pas nouveaux et qui s'expliquent par une situation économique et sociale dont nous avons hérité et qui n'est pas bonne *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle),...*

M. François Hollande. Parlez-nous donc de Mme Michaux-Chevry !

Mme la ministre de l'outre-mer. ... et leur amplification médiatique. Nous n'y sommes pour rien, le Gouvernement n'y est pour rien. La Route du rhum arrive dans quelques jours et la presse métropolitaine se précipite sur le moindre événement.

Certes, la situation du département est préoccupante, mais il faut faire une distinction très nette entre des mouvements nouveaux et l'action d'une minorité qui, ces jours-ci, n'a pas hésité à s'attaquer à un dépôt de carburant classé site Seveso 2, tentant d'y mettre le feu, au péril de la vie de la population. Nous devons dénoncer fermement de tels actes. Nous avons obtenu des renforts qui ont rapidement rétabli l'ordre.

M. Albert Facon. Merci Sarkozy !

Mme la ministre de l'outre-mer. Je tiens d'ailleurs à saluer les forces de l'ordre et à rappeler que cinq gendarmes ont été blessés dans cette opération, dont deux grièvement.

Evitons les amalgames. De telles actions sont de véritables opérations de commando que nous dénonçons avec fermeté.

A la suite de ces événements, nous avons rétabli l'Etat de droit. La situation se caractérise par des conflits sociaux fréquents résultant de l'absence d'un dialogue social que le précédent gouvernement n'a pas été capable de mettre en place. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Augustin Bonrepaux. Et vous, que faites vous ?

M. le président. Monsieur Bonrepaux, calmez-vous !

Mme la ministre de l'outre-mer. Certes, je lui en donne acte, il a mis en place dans l'île voisine une structure de dialogue social, mais il n'a eu ni l'audace ni le bon sens de l'étendre à la Guadeloupe. Nous allons le faire. Nous avons dégagé des moyens financiers pour cela : sans dialogue social et sans apaisement, nous ne pourrions pas mener un développement économique serein. Pour ce faire, les mesures d'inertie ne sont pas utiles, monsieur Lurel, mais, grâce à une loi de programme sur quinze ans,...

M. le président. Madame la ministre, s'il vous plaît...

Mme la ministre de l'outre-mer. ... nous instaurerons une logique d'activité et non pas d'assistanat...

M. Daniel Vaillant. Toujours la même chose !

Mme la ministre de l'outre-mer. ... dans ces départements d'outre-mer. *(Applaudissements sur les bancs*

du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

Données clés

Auteur : [M. Victorin Lurel](#)

Circonscription : Guadeloupe (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 176

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : outre-mer

Ministère attributaire : outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 novembre 2002